



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par le Conseil international de l'action sociale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué
conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture par les services d'édition.



Déclaration

Le nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030 a pour finalité de bâtir un monde plus juste et plus prospère reposant sur le respect universel des droits de l'homme et de la dignité humaine, dans lequel personne ne sera laissé pour compte et les mesures porteuses de transformation nécessaires au développement durable feront partie de la réalité quotidienne. Le Conseil international de l'action sociale, l'une des plus anciennes organisations non gouvernementales ayant un rayonnement mondial, soutient sans réserve les travaux de la Commission de la condition de la femme dont les objectifs sont l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, et estime que ces deux objectifs concourent de façon décisive à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles du nouveau Programme de développement.

Les femmes ont un rôle fondamental à jouer dans l'exécution du programme de développement durable. Elles doivent faire entendre leurs voix et il faut leur accorder une juste place et défendre leur cause. L'égalité et la responsabilisation des femmes de tous les âges sont à la fois un objectif et un élément indispensable de la quête permanente de solutions. Nous partageons l'opinion que la pleine réalisation du potentiel humain et du développement durable est tout simplement impossible si la moitié de l'humanité continue de se voir refuser la plénitude de ses droits humains et de ses chances. Après avoir garanti l'égal accès à l'éducation et à l'emploi, la communauté internationale devra continuer à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe et contre la violence sous toutes ses formes, y compris la discrimination et la violence à l'égard des personnes âgées.

Le Conseil international de l'action sociale est d'avis que la problématique hommes-femmes et la viabilité à long terme doivent être considérées comme des priorités communes à tous les programmes de développement conçus au niveau national et international. Cela dépend en grande partie de la capacité qu'auront les gouvernements, la société civile et le secteur privé à s'unir et à agir ensemble. Étant donné que les femmes, indépendamment de leur âge, sont plus exposées que les hommes aux conséquences négatives du changement climatique, car dans une large mesure les moyens de subsistance de la majorité des pauvres à travers le monde, notamment des agricultrices, dépendent étroitement des ressources naturelles menacées par les bouleversements climatiques, il faut absolument remédier aux points faibles et renforcer la capacité d'adaptation.

Dans ce contexte, le Conseil international de l'action sociale est fermement convaincu que si l'on faisait plus largement appel aux instruments adoptés par la communauté internationale, comme la recommandation 202 de la Conférence internationale du travail sur les socles nationaux de protection sociale, on pourrait plus facilement lutter contre la pauvreté et donner aux femmes les moyens de se prendre en charge. Les régimes de protection sociale en vigueur dans de nombreux pays se sont révélés être d'une importance capitale pour atténuer les effets disproportionnés des bouleversements économiques, sociaux et écologiques sur les femmes, mais les possibilités offertes par ces régimes sont loin d'être épuisées et nombre d'entre eux ne permettent pas de surmonter complètement les handicaps et la discrimination dont les femmes sont encore victimes sur le marché de l'emploi, dans le partage entre hommes et femmes des tâches liées à la procréation, et dans les systèmes éducatifs. Cependant, il est évident que des synergies existent entre la problématique hommes-femmes, la protection sociale et la durabilité de

l'environnement. De meilleurs plans d'aide sociale, plus axés sur la prise en compte anticipée de l'égalité des sexes peuvent engendrer des changements structurels dans l'économie et la société, favorisant à la fois l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci. Dans le Rapport de 2015 sur le progrès des femmes à travers le monde, on peut lire, à la page 15 : « Une démarche globale en matière de politique sociale qui allie l'accès universel aux services sociaux à une protection sociale fondée sur un système de transfert avec ou sans versement de cotisation est la meilleure façon de réaliser les droits économiques et sociaux pour tous sans distinction ».

De concert avec ses partenaires de la Coalition mondiale pour les socles de protection sociale, le Conseil international de l'action sociale prend une part active à la campagne mondiale de sensibilisation visant à faire mieux comprendre les principes de base des socles de protection sociale et à analyser et établir la base de données factuelles pour les socles de protection sociale. Nous pensons également que les organisations de la société civile doivent participer énergiquement au suivi et à l'évaluation de l'efficacité des socles de protection sociale, notamment l'examen des avantages supplémentaires apportés par le développement durable. La recherche de solutions tenant compte des sexospécificités en réponse aux changements climatiques doit être envisagée dans le cadre d'activités de développement mieux ciblées, dont l'une des principales priorités serait la protection sociale.

Il est important de noter que les efforts accomplis au niveau national et international pour défendre l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes se sont traduits par la prise en compte de la dimension hommes-femmes dans les programmes de développement et une meilleure visibilité de toutes les femmes dans la théorie et la pratique du développement. Mais il reste beaucoup à faire. Par exemple, les femmes âgées sont souvent oubliées dans les débats sur l'égalité entre les sexes, l'autonomisation et le développement durable, alors que, selon les prévisions, la population des personnes âgées dans le monde atteindrait 2 milliards d'ici à 2050, dont 1 milliard de femmes âgées de 60 ans et plus à cette date. Les études montrent que moins de 10 % des femmes âgées ont besoin de soins en établissement au cours de leur vieillesse. Toutefois, l'amalgame associant de façon stéréotypée la vieillesse à la dépendance sert de justification à des politiques préjudiciables et à des pratiques traditionnelles qui empêchent les femmes âgées de participer pleinement à la société et n'encouragent pas, ni ne reconnaissent, la capacité qu'elles ont d'avoir une vieillesse utile et active.

Le Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, intitulé Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (A/70/185) et publié le 24 juillet 2015, a fait apparaître certaines carences dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes, en particulier des femmes âgées. Il y est indiqué que les hommes et les femmes vivent la vieillesse différemment et que si hommes et femmes âgés sont victimes de discriminations fondées sur l'âge, les femmes âgées sont en même temps victimes de stéréotypes négatifs, à travers lesquels elles apparaissent comme quantité négligeable, qui restreignent leur accès aux services et aux prestations sociales et font qu'elles pâtissent de handicaps cumulés parce qu'elles manquent d'éducation, ne participent pas aux prises de décisions ni à la vie publique, ne peuvent pas bénéficier de soins de santé adaptés à leur âge, ont une plus grande difficulté à gagner leur vie, et doivent vaincre l'obstacle supplémentaire que

constituent les lois et coutumes discriminatoires à caractère sexiste régissant le régime de la propriété et de la transmission du patrimoine.

La faiblesse du programme des objectifs du Millénaire pour le développement durable tenait au fait qu'on n'a pas tenté de s'attaquer aux causes structurelles de l'inégalité entre les sexes, notamment la violence, le travail non rémunéré, les difficultés qu'ont les femmes à disposer d'avoirs et de biens, et la participation inégale aux décisions privées et publiques, ce qui fait que les handicaps s'ajoutent au moment de la vieillesse. Certes, certaines modifications du texte relatif aux objectifs de développement durable pour l'après-2015 (par exemple, l'ajout de « toutes » devant les références aux femmes et aux filles destiné à éviter toute exclusion) font implicitement allusion aux femmes âgées, mais la référence principale est la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la question des femmes âgées étant reléguée dans la recommandation générale n° 27, qui est importante mais non contraignante.

Des lois et des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes âgées continuent à entretenir la violence et les mauvais traitements. Des pratiques traditionnelles pernicieuses perdurent avec des accusations de sorcellerie contre les femmes âgées, permettant de justifier des brutalités effroyables ainsi que des malversations financières qui privent les femmes âgées de leurs droits à l'héritage et à la propriété. Les femmes âgées sont souvent exclues des études sur la violence effectuées par l'Organisation mondiale de la santé et les autres organismes des Nations Unies, en raison de préjugés selon lesquels les femmes âgées ne subissent pas de violences dans la famille ni de sévices sexuels, ne se souviennent pas de ces violences du fait de déficiences cognitives liées à l'âge et refusent de dévoiler de telles expériences car elles répugnent à partager des souvenirs désagréables. En général, l'âge des sujets sur lesquels portent ces études ne dépasse pas 49 ans, âge considéré comme marquant la fin de la période reproductive.

Étant donné le vieillissement de la population mondiale, il faut être conscient que l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles est un processus qui s'inscrit dans la durée et qui doit être étudié sur un cycle de vie. S'il est vrai que l'importance de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est de mieux en mieux acceptée, il ne faut pas négliger certaines catégories essentielles de la société, comme les femmes âgées. Il est primordial de s'intéresser aux filles et aux femmes en âge de procréer si l'on veut jeter les bases de l'autonomisation des femmes lorsqu'elles sont plus âgées, mais cette stratégie est incomplète. Il faut admettre qu'il est indispensable de concentrer les efforts sur les femmes âgées en fin de vie pour parvenir à l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation des filles et femmes de tous les âges. Le fait de comprendre et de prendre en compte les points faibles des femmes peut contribuer à la mise en place de pratiques d'adaptation différenciées, qui, à terme, soulageraient certaines femmes des conséquences extrêmement lourdes du changement climatique qu'elles doivent supporter quel que soit leur âge.

Une autre importante question de politique qui concerne les femmes âgées et leur protection sociale et économique au cours de leur vieillesse est la nécessité de reconnaître et de valoriser le travail non rémunéré. Les filles et femmes de tout âge assument plus que leur part des tâches familiales que réclament les enfants et les autres membres de la famille nécessitant des soins, ce qui réduit leur implication dans un travail institutionnalisé. Si elles travaillent hors de leur foyer, les femmes,

indépendamment de leur âge, ont tendance à travailler, plus que les hommes, dans l'économie non structurée; de ce fait, il leur est plus difficile d'obtenir des prestations de retraite lorsqu'elles sont âgées. Statistiquement, les femmes âgées connaissent la pauvreté plus que les hommes, notamment la pauvreté extrême, dans la plupart des pays; les pays développés ne font pas exception. Il est crucial d'accorder une juste place et de la valeur au travail au foyer et aux soins à la personne non rémunérés en offrant des services publics, en mettant en place des infrastructures et des systèmes de protection sociale et en incitant au partage des responsabilités au sein du ménage et de la famille, ce qui est souhaitable dans chaque pays afin que les femmes ne soient pas désavantagées sur le plan économique lorsqu'elles sont âgées, en raison des handicaps cumulés tout au long de la vie. Il est également fondamental d'entreprendre des réformes de nature à donner à toutes les femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que le droit à la propriété et au contrôle de la terre et d'autres types de biens, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, conformément à la législation du pays. Ceci représente un combat concret contre la pauvreté et un atout évident pour le développement durable.

Pour surveiller la réalisation des objectifs en matière d'égalité des sexes pour les femmes âgées, les pays doivent en permanence disposer de données sur la situation économique ventilées par sexe et par âge, ainsi que d'autres indicateurs. Par exemple, il serait bon que des indicateurs tels que « le pourcentage de la population couverte par les régimes de protection sociale » soient désagrégés selon l'âge et le sexe afin de suivre l'évolution dans le temps de la pauvreté des femmes âgées et l'incidence des politiques adoptées pour y remédier. Le suivi, et donc la création de statistiques mettant en évidence les inégalités, créent un espace politique dans lequel la société civile peut exiger des politiques nouvelles ou plus efficaces pour corriger les inégalités.

Nous n'ignorons pas que chaque pays qui aspire au développement durable doit relever des défis particuliers. La prise en compte de cibles sexospécifiques dans les autres objectifs du nouveau programme de développement est un préalable important à la réduction des coûts économiques élevés étroitement liés aux injustices sociales et à la dégradation de l'environnement; ceci nous rapproche d'un monde juste, équitable et sans laissés pour compte.